



**PRÉFET  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 VERSAILLES

VERSAILLES, le 26/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SILOS DE BONNIERES SUR SEINE**

Quai de la Seine  
78270 BONNIERES SUR SEINE

Code AIOT : 0006503172

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement SILOS DE BONNIERES SUR SEINE implanté quai de la seine 78270 BONNIERES SUR SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SILOS DE BONNIERES SUR SEINE
- quai de la seine 78270 BONNIERES SUR SEINE
- Code AIOT : 0006503172
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Silos de BONNIERES exploitent un centre de stockage de céréales d'une capacité de 37 000 m3 environ, réservé principalement au stockage de blé, orge, maïs et pois.  
L'établissement compte trois silos verticaux et un silo plat.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Nettoyage des locaux
- Mesures de prévention
- Installations électriques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

#### Constats hors points de contrôle :

Les phénomènes dangereux présentés par les installations de stockage de céréales sont l'incendie, l'explosion et l'ensevelissement par le grain en cas de rupture d'une cellule.

Ces risques s'analysent au travers des composantes suivantes : l'intensité, la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité.

De plus, compte tenu de l'environnement du site (présence de locaux appartenant à la société ITON SEINE à 38 mètres des cellules du silo I, voie ferrée à 30 mètres du silo plat, RN13 à 40 mètres de l'établissement et pépinière d'entreprises), les SILOS DE BONNIERES sont inscrits sur la liste des silos à enjeux très importants (dits SETI). Il est à noter que :

- sur l'emprise du site, se trouve la maison du chef de site;
- derrière le silo plat (entre le silo et la voie ferrée), se trouve une voie ferrée appartenant à ITON. Le jour de l'inspection, des wagons et la locomotive étaient en stationnement sur cette voie.

Les zones d'effet sortant des limites du site, un DIRI (document d'information sur les risques industriels) et un porter à connaissance ont été réalisés respectivement le 25/07/2008 et le 10/06/2011.

Au vu des enjeux, il serait opportun que l'exploitant réalise et se prépare à la mise en oeuvre d'un plan d'urgence, bien que celui-ci ne lui soit pas réglementairement opposable.

Au vu des évolutions de l'environnement du site (pépinière d'entreprises avec des nouvelles sociétés, la présence de la voie ferrée appartenant à Iton et le stationnement de wagons et locomotive ainsi que la maison du chef de site), il convient que l'exploitant réévalue les dangers : ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure (délai de 3 mois).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Nettoyage des locaux	Arrêté Préfectoral du 13/10/2008, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Système d'aspiration	Arrêté Préfectoral du 13/10/2008, article 2	/	Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription	7 jours pour la lettre de suite, 2 mois pour la mise en demeure
3	Mesures de prévention visant à éviter un auto échauffement	Arrêté Préfectoral du 13/10/2008, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Contrôle des émissions	AP Complémentaire du 14/10/1988, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Mesures de protection pour limiter effets explosion	AP Complémentaire du 23/08/2005, article 1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale	1, 2, 3 et 6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Installations électriques	AP Complémentaire du 23/08/2005, article 3.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté l'absence des procédures d'exploitation requises réglementairement (nettoyage, programme d'entretien et de contrôle de l'efficacité du système d'aspiration). L'inspection a également constaté l'absence de mesures des émissions de poussières.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Nettoyage des locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2008, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les silos et les séchoirs, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.  La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. [...] Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté qu'une fiche de procédure (n°139) relative au nettoyage existait. Cependant, la fréquence des nettoyages n'est pas indiquée dans cette fiche de procédure.  L'inspection a constaté qu'un registre contenant les dates de nettoyage des différentes parties du site était tenu à jour. Cependant, l'inspection a constaté que les dates du registre de nettoyage ne correspondaient pas avec celles du logiciel utilisé pour le suivi des rondes d'exploitation. Ainsi il n'est pas possible de recouper les informations afin de savoir si une action de nettoyage a été mise en œuvre à la suite d'un constat d'accumulation de poussières détecté lors d'une ronde.  Le jour de l'inspection aucune activité (réception ou envoi de céréales) n'a été constatée. Toutefois, lors de la visite, l'inspection a noté la propreté de certains locaux parcourus.  <u>Conclusion :</u> L'exploitant doit, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la lettre préfectorale, mettre à jour sa procédure d'exploitation afin d'y indiquer la fréquence de nettoyage. L'exploitant veillera sous le même délai, à mettre en cohérence le registre contenant les dates de nettoyage et le logiciel utilisé pour les rondes d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Système d'aspiration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2008, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Silos céréales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement et s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.  Le dépoussiérage est réalisé au moyen de 3 centrales d'aspiration, équipées de cyclones.  [...]

[...]

L'exploitant établit un programme d'entretien et de contrôle de l'efficacité du système d'aspiration qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'inspection a constaté, sur présentation du rapport, le contrôle de l'efficacité du cyclone 3 (silo 1) réalisé le 4 novembre 2022 par la société Profiltre. L'exploitant indique que les contrôles sur les cyclones sont réalisés une fois par an. Toutefois, le rapport du 4/11/2022 mentionne que le cyclone 1 (silo 1) ne fonctionne pas et que par conséquent, il n'a pas pu être vérifié. Il en est de même pour le cyclone 2 qui était en maintenance au moment du contrôle. De plus, pour le cyclone 3 du silo 1, il est mentionné une observation (problème de bouchon au 4ème étage – point C). L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la levée de cette observation.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les rapports des contrôles de l'efficacité des cyclones 3 et 1 pour le silo 1 et le cyclone 2 pour le silo 3 pour les années 2020 et 2021.

L'exploitant nous indique avoir mis depuis septembre 2022, un système de ronde par le biais de QR code. Etant en phase de transition, le cahier de suivi est également rempli. L'inspection a pu consulter le registre des rondes d'exploitation, dont les constats sont enregistrés dans un logiciel (par le biais de QR code scanné sur les différents endroits contrôlés). Les constats liés à ce nouveau système sont indiqués sur la fiche 1 ci-dessus.

L'inspection a constaté sur site que les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration et s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration.

Le programme d'entretien et de contrôle de l'efficacité du système d'aspiration, demandé lors de l'inspection du 26/11/2019, n'a toujours pas été transmis et n'a pas pu être consulté sur site.

A noter que l'exploitant souhaite remettre en service le silo plat mais qu'aucun entretien et contrôle n'ont été effectués au moins depuis le 26/11/2016 (date de la dernière inspection qui mentionne ce point – fiche de constat n°6).

**Conclusion :**

L'exploitant communiquera les rapports des contrôles de l'efficacité de l'ensemble du système d'aspiration (cyclones 1 et 3 du silo 1 et cyclone 2 du silo 3) pour les années 2020 et 2021 dans un délai de 7 jours à compter de la date de notification de la lettre préfectorale.

L'exploitant :

- fera contrôler l'efficacité des cyclones 1 et 2 : proposition de mise en demeure (délai : 2 mois).
- établira un programme d'entretien et de contrôle du système d'aspiration qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle à effectuer : proposition de mise en demeure (délai : 2 mois).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 7 jours pour la lettre de suite, 2 pour la mise en demeure

### N° 3 : Mesures de prévention visant à éviter un auto échauffement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2008, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Silos céréales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité....) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.  [...]  Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.  L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que des rondes régulières d'exploitation sont réalisées et enregistrées dans un logiciel. Le personnel peut scanner un QR sur chaque zone contrôlée et noter l'état de la zone. L'inspection a constaté que la fréquence de ces rondes n'est pas définie. L'inspection a constaté qu'il n'est pas possible de vérifier sur le logiciel si toutes les zones ont été vérifiées car seules les zones contrôlées apparaissent.  <u>Conclusion :</u> les demandes sont celles mentionnées dans la fiche 1 ci-dessus. L'exploitant doit compléter sa procédure par la définition de la fréquence de ronde, et son système de suivi des rondes pour pouvoir s'assurer de leur exhaustivité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 4 : Contrôle des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/10/1988, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Emissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit procéder à des mesures régulières des émissions de poussières. La fréquence de ces mesures est déterminée par l'Inspecteur des Installations Classées à qui les résultats sont transmis. En outre, l'Inspecteur des Installations Classées peut, au besoin faire procéder à des mesures complémentaires. Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas pu contrôler le dernier rapport des mesures d'émissions de poussières. Cette non-conformité avait déjà été relevée lors de l'inspection du 26 novembre 2019 et l'inspection avait demandé une transmission sous trois mois du dernier rapport des émissions de poussières. L'exploitant indique qu'il n'a trouvé qu'un rapport de contrôle datant de 2013.  <u>Conclusion :</u> L'exploitant fera réaliser des mesures des émissions de poussières : proposition de mise en demeure (délai : 3 mois).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/08/2005, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;</li> <li>- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.</li> </ul> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.</p>
<p><b>Constats :</b>            L'inspection a constaté, sur présentation du rapport (société DEKRA) et le Q18 du 10/02/2002 ainsi que le contrôle des installations électriques réalisé le 1 mars 2022. Les rapports ne formulent pas d'observation.</p> <p>L'exploitant a également montré à l'inspection le rapport de thermographie réalisé par DEKRA le 10/02/2022 et le rapport ultrasonique de la même date. Ceux-ci ne mettent pas en évidence d'observation ou d'axes d'amélioration.</p>
<u>Conclusion :</u> sans observation
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Mesures de protection pour limiter effets explosion

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/08/2005, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> le 26/11/2019
<b>Prescription contrôlée :</b> TITRE 3 - 1.1 - Mesures de protection pour limiter les effets d'une explosion  Les mesures de protection permettant de limiter les effets d'une explosion sont réalisées conformément aux réglementations en vigueur et adaptées aux silos et aux produits. Cela peut être l'une ou plusieurs des mesures telles que : <ul style="list-style-type: none"><li>- arrêt de la propagation de l'explosion par des dispositifs de découplage ;</li><li>- réduction de la pression maximale d'explosion à l'aide d'évents de décharge, de systèmes de suppression de l'explosion ou de parois soufflables ;</li><li>— résistance aux effets de l'explosion des appareils ou équipements dans lesquels peut se développer une explosion ;</li><li>— résistance aux effets de l'explosion des locaux ou des bâtiments.</li></ul> Les mesures de protection mises en œuvre par l'exploitant, dans un délai de six mois après la notification du présent arrêté, sont au minimum celles décrites dans l'étude des dangers remise le 21 juin 2000, complétée les 10 décembre 2002 et 16 juillet 2003, et dans le rapport d'analyse critique de cette étude référencé 645007421 RT P751 0001 1 du 3 août 2004, à savoir :  <u>Tout le site</u> <ul style="list-style-type: none"><li>— mise en place de capteurs pour mesurer la dépression des filtres d'aspiration des poussières avec asservissement à un klaxon local et à un arrêt du ventilateur en cas de défaillance, asservissement de la manutention au système d'aspiration avec arrêt immédiat si arrêt du système d'aspiration,</li><li>— abandon des cuves FOD du site.</li></ul> <u>Silos I et II :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- compartimentage de la tour et des galeries inférieures et supérieures avec portes et cloisons résistant à 150 mbar,</li><li>- compartimentage des sous-sols des tours par rapport aux galeries inférieures et de reprise de certaines fosses (fosse camion 2 et fosse wagon),</li><li>- mise en place sur le silo I d'un système de chargement des cellules permettant de garantir une étanchéité entre la galerie supérieure et les cellules pour éviter une propagation d'une explosion vers l'intérieur d'une cellule en cours de remplissage,</li><li>- mise en place de vannes à casque ou guillotine pour découpler les cellules de la galerie sous cellules, -</li><li>- création d'évents sur les différents étages de la tour et sur les deux boisseaux (vers l'extérieur) ou surpresseurs d'explosions,</li><li>- mise en place de pots de découplage sur les tuyaux d'alimentation des cyclones pour éviter une propagation de l'explosion en amont,</li><li>- mise en place d'évents en tête d'élévateurs ou fragilisation des élévateurs tous les 10 mètres (boulons en nylon) pour limiter la violence d'une éventuelle explosion et la canaliser vers des évents de la tour, -</li><li>- création d'évents (6,76 m<sup>2</sup>) sur les as de carreaux du silo I.</li></ul> <u>Silo III</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- compartimentage de la tour et de la galerie supérieure avec une porte et une cloison résistant à 150 mbar, compartimentage de la galerie sous cellule et de la tour avec une porte et une cloison résistant à 150 mbar,</li><li>- mise en place de pots de découplage sur les tuyaux d'alimentation des cyclones pour éviter une propagation en amont d'une explosion,</li><li>- abandon de l'exploitation du demi as de carreau du silo III (avec nettoyage puis fermeture),</li><li>création d'évent de 9,8 m<sup>2</sup> au rez-de-chaussée de la tour pour que la pression réduite ne dépasse</li></ul>

pas 100 mbar,

- création d'évents aussi sur tous les autres étages de la tour, mise en place de vannes à casque ou guillotine pour découpler les cellules de la galerie sous cellules,
- mise en place d'évents en tête d'élévateurs ou fragilisation des élévateurs tous les 10 mètres (boulons en nylon) pour limiter la violence d'une éventuelle explosion et la canaliser vers des événements de la tour,
- création d'évents de 11,52 m<sup>2</sup> sur les as de carreaux.

Silo plat : - capotage du transporteur à bande de la galerie enterrée sous le silo.

Appontement : — mise en place d'une pot de découplage sur le tuyau de chargement du navire.

**Constats :**

L'inspection a constaté que le silo plat n'est pas utilisé et en mauvais état (bardage métallique troué à plusieurs endroits, toiture en amiante, ...). A l'intérieur sont stockés divers matériels de manutention, du bois et une voiture de service hors d'usage. De plus, il est à noter qu'aucun entretien et contrôle ne sont effectués depuis au moins le 26/11/2019 (date de la dernière inspection). L'exploitant ne se positionne toujours pas sur la NC3 de la précédente inspection à savoir :

- soit il informe le préfet des Yvelines de la cessation d'activité du silo plat,
- soit il maintient l'activité du silo plat, en maintenant toutes les installations en état de fonctionnement et en réalisant tous les contrôles de sécurité obligatoires et prescrits par les arrêtés ministériels ou préfectoraux.

Toutefois, l'exploitant indique avoir des projets de remise en état du silo plat à un coût économiquement acceptable. Ces projets à court terme feront l'objet d'un porter à connaissance au 1er trimestre 2023 (nettoyage et calibre de céréales dans le silo plat nécessitant une aspiration plus importante, suppression des cyclones du silo 1 et installation d'un nouveau système d'aspiration centrale à l'extérieur et l'ajout de deux points d'aspiration dans le silo 3).

Les mesures de protection pour limiter les effets de surpression pour le silo plat et l'appontement n'ont pas été réalisées. De plus, il est à noter que si le FOD n'est plus utilisé sur le site, aucun justificatif n'a pas pu être fourni par l'exploitant.

Concernant les autres mesures de protection sur les autres équipements, l'exploitant indique que tout a été réalisé, mais n'en apporte pas la preuve. Il convient qu'il fournisse point par point, la date et les justificatifs de leur réalisation.

**Conclusion :**

L'exploitant doit :

1. se positionner sur la situation administrative du site en rapport à l'activité du silo plat, en indiquant son choix:
  - soit de cesser l'activité du silo plat,
  - soit de poursuivre son activité, en maintenant toutes les installations en état de fonctionnement et en réalisant tous les contrôles de sécurité obligatoires et prescrits dans les arrêtés ministériels et préfectoraux
    - proposition de mise en demeure (délai : 1 mois).
2. régulariser la situation administrative du site, par :
  - notification à Monsieur le Préfet des Yvelines de la cessation d'activité du silo plat (conformément à réglementation en vigueur, cf article R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement)
  - transmission de la preuve d'engagement des travaux nécessaires pour le maintien de l'activité du silo plat (notamment évacuation des matériels stockés à l'intérieur et contrôles périodiques)
    - proposition de mise en demeure (délai : 2 mois)
3. en cas de maintien de l'activité du silo plat, fournir la justification de la bonne réalisation des travaux nécessaires au maintien de l'activité :
  - proposition de mise en demeure (délai : 6 mois)

4. Faire réaliser les mesures de protection pour limiter les effets de surpression au niveau du silo plat et de l'appontement : proposition de mise en demeure (délai : 3 mois).
5. fournir point par point, la date et la justification de la bonne réalisation de ces mesures de protection des effets de surpression (qu'elles soient pour tout le site, pour les silos I et II et pour le silo III) dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification de la lettre préfectorale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1, 2 et 6 mois